

2015 : une année d'incertitudes préoccupantes

L'impasse dans la politique interne, les développements des pays voisins ainsi que les défis sécuritaires marquent l'avenir de la Turquie.

Marc Pierini

L'année 2015 restera dans la vie politique turque comme une année charnière. Devenu en août 2014 le premier président de la République élu au suffrage universel, Recep Tayyip Erdogan s'est personnellement impliqué dans la campagne des législatives du 7 juin 2015, afin d'obtenir les moyens d'une révision constitutionnelle vers un régime hyper-présidentiel. Ayant échoué, il a fait en sorte qu'une nouvelle élection se tienne le 1er novembre, espérant ainsi effacer les pertes du parti de la Justice et du Développement (AKP). Ces développements politiques hors du commun se déroulent sur fond de guerre en Syrie et d'une offensive majeure de l'armée turque sur l'organisation militaire kurde, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). À ce jour, l'issue des élections est incertaine et la Turquie vit dans une incertitude économique et politique domageable.

À l'issue des élections de juin 2015, on peut dire en résumé que la Turquie s'est retrouvée prise entre deux légitimités démocratiques : celle d'un président élu au suffrage universel direct avec 52 % des voix et celle d'un Parlement où son parti d'origine, l'AKP, a pour la première fois en 12 ans perdu sa capacité de gouverner seul. Ce résultat a non seulement compliqué substantiellement la formation d'un gouvernement viable, mais a aussi mis un terme aux ambitions du président de faire passer une réforme constitutionnelle instaurant un régime hyper-présidentiel. L'élection législative pour laquelle le président a fait campagne (contrairement à la Constitution, qui lui attribue normalement un rôle au-dessus des partis politiques) a donc représenté un échec personnel pour Erdogan, étant donné que l'ensemble des trois partis d'opposition (qui avaient tous fait campagne contre une présidence exécutive) ont recueilli 59 % des voix.

Une telle opposition à un régime hyper-présidentiel va d'ailleurs bien au-delà des partis d'opposition puisque les sondages d'opinion les plus récents indiquent qu'un tel régime est soutenu par seulement 25-30 % de l'opinion. Cela veut donc dire qu'il y a aussi une opposition à ce projet au sein même de l'AKP, dont le score électoral en juin était de 41 %.

Par ailleurs, il faut aussi observer que les discussions entre le premier parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), socialdémocrate, et le premier ministre intérimaire, Ahmet Davutoglu, ont échoué non seulement sur le projet de régime présidentiel, mais aussi au sujet de la relance des enquêtes judiciaires sur les affaires de corruption présumée de proches du président, qui avaient fait surface en décembre 2013. La construction, illégale selon la plus haute juridiction compétente, d'un palais présidentiel de 1 150 pièces dans une zone verte protégée a également pesé sur les discussions.

Au-delà de la position personnelle du président de la République, l'analyse de la situation politique de la Turquie tient en six éléments principaux :

- La performance socioéconomique du parti AKP pendant 12 ans reste un atout majeur, car le niveau de vie d'une large couche de la population s'est largement amélioré (infrastructures de transport, infrastructures sociales et de santé, taux de croissance longtemps soutenu). Erdogan est personnellement crédité de ce succès ;

- La montée en puissance du parti kurde HDP qui, pour la première fois entre au Parlement en tant que parti (et non comme indépendants), franchissant ainsi le seuil redouté de 10 % des voix, constitue un bouleversement majeur du jeu politique puisque, avec 80 députés, le HDP est arrivé à égalité avec le parti nationaliste MHP. Il est le principal obstacle au projet de réforme constitutionnelle ;

- L'attitude ambiguë de la Turquie envers les Kurdes de Syrie lors de la bataille de Kobané et depuis lors (acceptation des réfugiés civils, d'une part, mais d'autre part, aucun soutien aux combattants kurdes syriens contre le groupe État islamique (EI), puisque le PYD/YPG en Syrie est considéré par Ankara comme une organisation terroriste au même titre que le PKK) a pesé lourd dans la perte du vote kurde pour l'AKP ;

- La guerre en Syrie, et notamment la timide participation de la Turquie à la coalition contre l'EI, a non seulement créé des difficultés avec ses alliés occidentaux, mais aussi rendu le pays plus vulnérable aux attaques de l'EI ;



Manifestation contre le terrorisme. Ankara, le 17 Septembre 2015./XINHUA PRESS/CORBIS

– La polarisation croissante de la vie politique, qui touche à la fois des aspects religieux (alévis/sunnites), des aspects ethniques (Turcs/Kurdes, minorité turque d'origine arménienne) et des comportements sociaux (par exemple, consommation d'alcool), a exacerbé des tensions préexistantes ;

– La détérioration marquée de l'État de droit depuis 2013, qui s'est traduite par des attaques (souvent personnalisées) des autorités politiques contre des journalistes, des mutations massives de fonctionnaires de police et de magistrats, et des actions contraires à la Constitution (par exemple, participation du président de la République à la campagne des législatives en faveur de son parti d'origine), entretient un malaise dans la société.

En d'autres termes, si l'AKP reste le parti dominant dans la vie politique turque, son recul significatif aux élections du 7 juin s'explique par un phénomène de rejet et de « fatigue » d'une large partie de l'opinion face à un ensemble de comportements politiques aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

De surcroît, la crainte de fraudes électorales a suscité la création d'un mouvement citoyen pour la surveillance des opérations de dépouillement des bulletins de vote. Les élections ont traduit l'apparition d'un « sursaut citoyen » face à ce qui était considéré par une large partie de l'opinion comme une dérive autoritaire et sectaire.

Les développements intervenus depuis le 7 juin sont également très significatifs. Dans les jours suivants, un sondage d'opinion a posé cette question (choquante dans une démocratie) : « Si vous aviez connu par avance les résultats de cette élection, auriez-vous voté de la même manière ? ». Sans surprise, ce sondage a attribué quelques points supplémentaires à l'AKP. Plus généralement, l'attitude de nombre de responsables de l'AKP s'est caractérisée par un « déni de réalité » et une propension à considérer que le recul prononcé de l'AKP était une erreur temporaire. Cette perception a abouti à ce que les consultations AKP-CHP en vue d'une coalition, soient menées sous l'hypothèse permanente d'un recours à une répétition de l'élection. Dès lors, il n'est

pas surprenant que l'échec de ces consultations ait été prononcé plusieurs jours avant la date-limite du 24 août et que la procédure annoncée préalablement (demande au CHP de former une coalition en cas d'échec de l'AKP) n'ait même pas été suivie.

Un autre évènement important est survenu en parallèle avec les consultations politiques, à savoir l'accord entre la Turquie et les États-Unis concernant la lutte contre le groupe État islamique. Au terme de cet accord, la Turquie accorde aux USA le droit d'utiliser trois bases aériennes (Inçirlik, Diyarbakır, Batman) pour des frappes contre l'EI, et obtient en retour un engagement américain que les forces kurdes syriennes ne franchiront pas l'Euphrate vers l'Ouest et ne réuniront donc pas leurs districts orientaux (Kobanê et Jazeera) avec leur district d'Afrin. La perspective qu'une aussi vaste proportion de sa frontière avec la Syrie soit détenue par des forces kurdes était manifestement inacceptable pour Ankara.

Le problème kurde

Simultanément, la campagne lancée de manière autonome le 24 juillet contre le PKK, essentiellement contre les bases arrière du mouvement situées dans le nord du Kurdistan irakien, a non seulement suscité l'émoi des alliés occidentaux de la Turquie (qui avaient félicité Erdogan il y a deux ans pour avoir initié un « processus de paix » avec les Kurdes de Turquie) mais aussi relancé une spirale d'attentats et de répression extrêmement dangereuse pour le pays, après deux années de retenue de part et d'autre.

Même si la Turquie, comme tout État souverain a le droit et le devoir de lutter contre le terrorisme, un tel renversement brutal de politique s'explique par des facteurs plus généraux. Pour le pouvoir turc, les cartes du problème kurde ont été brutalement redistribuées à cause de la progression de l'EI. En effet, en 2014, les peshmergas du Kurdistan irakien se sont rapidement révélés les combattants les plus actifs contre l'EI et ont reçu un appui politique et militaire occidental. Ensuite, les combattants kurdes syriens (YPG) ont fait preuve d'efficacité et ont reçu un appui aérien décisif des USA. Enfin, le parti kurde de Turquie, le HDP, est devenu le principal opposant au projet d'hyper-présidentiel d'Erdogan. Ce dernier, ayant perdu l'essentiel des voix kurdes, doit désormais compter sur la mouvance nationaliste (farouchement opposée au processus de paix avec les Kurdes) pour voir l'AKP retrouver une majorité et former seul un gouvernement. Ce pari électoral, au demeurant fort hasardeux, explique le processus de diabolisation des Kurdes de Turquie (PKK comme HDP) par le pouvoir politique.

Dans la nouvelle élection qui se tiendra le 1er novembre (si la situation sécuritaire le permet), si la pos-

sibilité pour l'AKP de retrouver la majorité simple de 276 sièges sur 550 n'est pas à exclure, il semble fort improbable qu'il puisse atteindre la majorité des 60 % (330 sièges) nécessaire pour soumettre à référendum le projet de présidence exécutive d'Erdogan. De plus, la probabilité que le HDP repasse sous la barre des 10 % des voix (et se retrouve donc exclu du Parlement) est aujourd'hui considérée comme très faible.

En d'autres termes, les nouvelles élections risquent fort de produire la même impasse politique, à savoir la nécessité d'une coalition (ou un gouvernement AKP reposant sur une majorité faible, voire même un gouvernement minoritaire) et une impossibilité de faire adopter un régime hyperprésidentiel. En outre, le discours politique du président Erdogan – qui indique que son élection s'étant faite au suffrage universel, le régime est de facto déjà présidentiel et qu'il ne s'agit donc que de faire correspondre la Constitution à la situation de fait – accroît encore les craintes de ses opposants. Il n'est donc pas à exclure que l'AKP obtienne un résultat encore moins favorable qu'en juin dernier.

L'une des difficultés après l'élection de novembre réside donc dans l'impasse politique qui risque d'apparaître entre un vote démocratique peu favorable, voire ouvertement hostile aux projets d'Erdogan et un président démocratiquement élu, mais peu enclin à renoncer à son projet personnel de domination de la hiérarchie institutionnelle du pays.

Cette difficulté politique interne pourrait survenir à un moment où la politique extérieure turque est plus contrariée que jamais par les développements dans les pays voisins : l'accord sur le nucléaire iranien donne un rôle régional plus fort à Téhéran, et conforte indirectement le régime de Bachar al Assad (dont Erdogan souhaite le départ); les Kurdes d'Irak et de Syrie sont politiquement et militairement plus forts qu'il y a seulement un an et bénéficient du soutien des USA ; l'Égypte (dont le chef de l'État est ouvertement critiqué par le président turc) est revenue dans le jeu politique régional ; la Turquie elle-même est entraînée vers un rôle plus actif (qu'elle ne souhaitait pas) contre le groupe État islamique.

À son tour, cet ensemble de facteurs politiques internes et externes a des conséquences négatives sur l'économie et la devise turques, ainsi que sur la cohésion sociale du pays. De plus, la situation sécuritaire est extrêmement tendue. L'avenir de la Turquie est donc aujourd'hui marqué par de nombreuses incertitudes. ■